

À

DE LA

RÉFORME FINANCIÈRE

EN

ANGLETERRE.

•

À

Cet Ouvrage se trouve à Londres,

A LA LIBRAIRIE DE DULAU ET C^o,

Soho Square.

IMPRIMERIE DE GOETSCHY,
rue Louis-le-Grand, n. 38.

DE LA

RÉFORME FINANCIÈRE

EN

ANGLETERRE,

PAR SIR HENRY PARNELL,

MEMBRE DU PARLEMENT BRITANNIQUE ;

TRADUIT DE L'ANGLAIS, SUR LA QUATRIÈME ÉDITION,

PAR

BENJAMIN LAROCHE.

PARIS

DELAUNAY, au Palais-Royal ;	RENARD, rue Sainte-Anne ;
DONDEY-DUPRÉ, père et fils, rue	HECTOR BOSSANGE et compagnie,
de Richelieu, n° 47 bis ;	quai Voltaire, n° 11 ;
ROUSSEAU, rue de Richelieu ;	BOHAIRE, boulevard des Italiens.

1832

AVANT-PROPOS

DU TRADUCTEUR.

L'intérêt qui s'attache à la situation financière d'un pays tel que l'Angleterre, ne saurait être contesté. Sous ce rapport, la traduction que nous offrons au public, ne saurait manquer d'être accueillie par lui avec faveur. Ce n'est point là toutefois le motif qui nous a dirigé dans ce travail. Nous avons pensé que cet examen consciencieux des réformes financières qu'appelle l'Angleterre, s'appliquait à la France avec non moins de force et d'opportunité.

On ne saurait nier que dans les quinze années de gouvernement représentatif, de 1814 à 1830, la France n'ait fait d'incontestables progrès dans la voie des améliorations financières. Alors, les discussions du budget ouvraient chaque année, à la tribune, une vaste carrière où brilla plus d'un beau talent, où furent proclamés des principes vrais et de courageuses vérités. Soyons justes envers tout le monde; l'un des ministres

les moins populaires de la restauration, M. de Villèle, a rendu de grands et éminens services à notre système financier. C'est à lui que nous devons cette régularité et cet ordre dans la comptabilité publique, que nos voisins cherchent avec raison à s'approprier.

Toutefois, de toutes ces lumières, de tant de discussions savantes et laborieuses, il n'est résulté aucun adoucissement réel aux charges du pays. La restauration avait trop de services à solder, trop d'abus à maintenir, trop d'ambitions à satisfaire, pour qu'il n'en fut pas ainsi.

La révolution de juillet 1830, promettait un autre résultat. Nous ne retracerons pas ici les causes et les motifs qui ont pu s'opposer au soulagement immédiat des contribuables. Les charges publiques se sont sensiblement accrues depuis deux ans et rien n'annonce encore le terme de tant et de si pénibles sacrifices.

Il est possible que la réduction des dépenses publiques, soit une question toute politique, et qu'on ne saurait isoler des circonstances qui nous entourent. Nous laissons cet examen à la presse et aux chambres. Mais plus on nous prouvera que les immenses sacrifices auxquels la France se résigne, sont nécessaires, plus nous appuierons sur la nécessité de rendre ces sacrifices le moins pénibles possible. On croit avoir tout fait quand on a résolu la question de la quotité de l'impôt. On devrait savoir qu'à côté de cette question,